

LE BRÉSIL S'ABANDONNE AU FASCISME

lundi 29 octobre 2018

Bolsonaro devient président, des temps difficiles s'annoncent pour les travailleurs.

Le candidat d'extrême droite Jair Bolsonaro a été élu dimanche président du Brésil, avec 55,3% des voix.

Près de 150 millions de Brésiliens étaient appelés aux urnes à l'issue d'une campagne qui s'est déroulée dans un environnement des plus délétères, méconnu depuis la fin de la dictature des militaires.

Un tel résultat de scrutin, dans le pays le plus important de ce continent et dont les relations commerciales, culturelles et diplomatiques au plan international sont de premier ordre, aura des conséquences importantes en terme géopolitique, tant au niveau continental qu'international. Ce scrutin au Brésil fait grossir la liste des pays où droite radicale et extrême droite profitent d'une forme de rejet des institutions et des politiques traditionnels, cela se multiplie dans le monde : États-Unis, Brésil, Italie, France, Hongrie, Suède, Allemagne, Autriche...

Dans un pays taraudé par des phénomènes de violences dramatiques, des difficultés économiques catastrophiques, une corruption récurrente et une crise de confiance dans la classe politique, le candidat d'extrême droite est parvenu, avec des discours conjuguant populisme, démagogie et xénophobie, à apparaître comme l'homme providentiel dont le Brésil aurait besoin.

Défenseur de la « famille traditionnelle » et d'une société patriarcale, il a reçu le soutien crucial des puissantes églises évangéliques, tout comme son projet de politique économique ultra-libéral a reçu le soutien des forces patronales et du monde de la finance.

Le bond des marchés financiers lors de ce scrutin démontre, s'il en est besoin, que le monde des affaires se satisfait d'un tel Président. Il promet de privatiser à grande échelle, de réduire les dépenses publiques, de transformer le système de retraite, d'assouplir le « marché » du travail... rien de bon pour le monde du travail !

L'état de corruption qui mine le pays et le manque de perspectives économiques anéanties par les politiques récentes ont joué aussi un rôle majeur dans ce résultat.

Les Brésiliens ont donc été sensibles au discours démagogique, de moralisation de la vie politique et ultra sécuritaire de Bolsonaro.

Le niveau de la corruption politique et les récentes condamnations d'anciens présidents, relevant souvent de conspirations, font que l'on peut parler aussi de désintégration de l'État.

Son agenda est clairement libéral, ses positions radicales, ses prises de positions en faveur de la libéralisation des armes semblent avoir trouvé un écho dans une société conservatrice et profondément inégalitaire. L'ordre fort a séduit également un public modeste épuisé par la précarité et la violence récurrente qu'il subit.

Néanmoins, les classes urbaines aisées demeurent le socle de son électorat, sous influence des évangélistes, des forces de l'argent, qui plébiscitent un projet économique ultralibéral.

Certains affirment que : « Cette élection est un cirque au milieu du carnaval tragique qui se joue en Amérique latine avec le retour en force des gouvernements réactionnaires. » Une politique dont rêvait la droite brésilienne pour briser les acquis sociaux, avec en complément et non des moindres, une attaque en règle contre la démocratie.

Bolsonaro est un grand adepte de discours haineux à l'égard des militants de gauche, des syndicalistes, des noirs, des homosexuels, des femmes... Autant de repères idéologiques du fascisme qui font craindre des moments difficiles pour tous les progressistes de ce pays.

La CGT exprime toute sa solidarité aux travailleurs-euses, aux syndicalistes et aux forces de progrès du Brésil et à tous ceux, porteurs d'une société fraternelle, plus juste et émancipatrice. Ils vont devoir résister et combattre dans ce contexte politique et social particulièrement inquiétant.

Montreuil, le 29 octobre 2018

Les militants CGT de Paca mobilisés à la frontière pour exiger un accueil digne des migrants

mercredi 24 octobre 2018

Mardi 23 octobre 2018, à la frontière franco-italienne, à Montgenèvre, dans les Hautes-Alpes, le comité régional CGT Paca organisait un rassemblement pour un accueil plus digne des réfugiés et l'égalité des droits de tous les travailleurs.



Une centaine de militants de la CGT se sont mobilisés, mardi 23 octobre 2018, à Montgenèvre dans les Hautes-Alpes, à l'initiative de la CGT Paca. Il est 11 heures sur le pont de Montgenèvre et toutes les unions départementales CGT sont représentées sur ce lieu, « *rendez-vous des élans de solidarité internationale* » comme le souligne Gilles Fournel, secrétaire général du comité régional CGT Paca. Face à la montée des extrémismes en Europe, la CGT a fait le choix de l'égalité : il n'y a pas de différence entre un migrant économique, climatique, ou fuyant la guerre. Sur ce lieu connu surtout pour ses pistes de skis, les militants CGT sont venus montrer le plus beau visage de la France : solidaire, fraternel, hospitalier et combatif.

Pour Patricia Tejas, membre de la direction confédérale et du collectif migrants de la CGT : « *On veut montrer aux citoyens et à nos militants qu'opposer ces travailleurs qui viennent d'ailleurs et les Français, c'est jouer le jeu du capitalisme.* » Ainsi, l'ensemble des militants ont exigé non seulement un accueil digne des migrants, mais aussi l'égalité des droits entre tous les travailleurs !